

# Solidaires



## ET INTERNATIONNALISTES!

### #119

juillet 2023 Spécial Ukraine

### Un nouveau convoi syndical s'est rendu en Ukraine en juin 2023

Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes avait organisé un nouveau convoi (le 3<sup>e</sup> depuis février 2022) et deux camarades de Solidaires en ont été partie prenante.

Ce convoi a été l'occasion d'apporter une nouvelle aide matérielle aux syndicalistes sur le front et à l'arrière : lunettes et caméras thermiques, drones, sacs et matelas de couchage, tentes, générateur d'énergie, mât télescopique, alimentation électrique, connecteurs de différentes sortes, téléphones, torches, produits hygiéniques, répéteur GSM, commutateur téléphonique, nourriture, vitamines...

Solidaires y a contribué à hauteur de 12 000 euros, résultat des dons des militant-es et des syndicats.

Cette délégation qui s'est rendue à Lviv, Kyiv, Kropivnitsky et Kryvyi Rih a aussi élargi les liens syndicaux à de nouveaux syndicats indépendants. Nous avons renforcé nos liens avec le syndicat indépendant et le syndicat des mineurs de Kryvyi Rih, avec celui des cheminots de Kiev. Nous avons aussi eu de nouveaux contacts avec un syndicat de la santé « Sois comme Nina », un syndicat enseignant et un syndicat étudiant « Prima Diia ». Notre objectif est aussi de permettre de renforcer les liens directs entre syndicats des mêmes entreprises ou secteurs professionnels pour faire jouer à plein la solidarité entre travailleurs et travailleuses au-delà des frontières.

Nous avons à nouveau constaté le combat que doivent mener les syndicalistes sur plusieurs fronts : défendre leurs droits et conditions au travail, les défendre aussi au front et se défendre contre l'agression militaire russe.

Notre solidarité est à notre mesure mais elle est très largement appréciée. Elle renforce le camp de ceux et celles qui refusent l'intervention russe et en aidant les travailleurs et travailleuses à se défendre, elle renforce tous leurs combats.

Union  
syndicale  
**Solidaires**

Bulletin de la commission internationale de l'Union syndicale Solidaires  
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris · (33) 1 58 39 30 20  
contact@solidaires.org · solidaires.org



## **« Sois comme Nina »\* et le syndicat de la santé : avec Oksana Slobodiana et Julia à Lviv**

Nous avons interviewé Oksana Slobodiana, responsable du mouvement « Sois comme Nina » qui nous a présenté la construction d'un syndicat indépendant dans la santé, l'« Union régionale des travailleurs médicaux et des travailleurs du domaine médical ». À Poltava, le syndicat s'appelle « Alternatiba ». C'est un syndicat totalement indépendant : aucun financement extérieur, aucune coopération avec des partis ou des associations politiques qui sont très corrompus en Ukraine. Ielles n'ont que l'argent des adhésions (cotisation : 1 % du salaire).

Ce syndicat est ouvert à tous.tes les employé-es du secteur médical : docteurs, aides-soignantes et assistant-es, des contacts sont pris avec des dentistes de Marioupol. Le syndicat se développe dans les différentes régions et un syndicat national est en projet.

À Lviv, l'hôpital commence à se joindre à eux/elles, ielles sont actuellement près de 200.

La situation de la santé est mauvaise car il y a eu une forte réduction du nombre d'infirmières (en 1990 : 670 000 infirmières dans le pays, en 2017 : 360 000). Officiellement : chaque Ukrainien-ne a droit à des soins, mais l'État fait très peu, surtout pour les longs traitements (cancer, etc.). Il n'y a pas de programme dans les hôpitaux publics pour ces pathologies qui sont seulement opérables dans le privé et c'est très cher. Les problèmes de santé sont accrus par la guerre et les personnes qui ont dû quitter leurs foyers.

En 2018, la réforme des soins et des conditions pour les travailleurs-euses de la santé a dégradé la situation. En 2023 les salaires ont été réduits à 12 000 UAH par mois pour les médecins (environ 300 euros). Il y a des bas salaires (jusqu'à 60 €/mois), entre autres à cause du temps partiel imposé (loyers : 400 €/mois pour un petit appartement à Lviv ; Un-e réfugié-e touche 50 €/mois...). Et il n'y a pas d'argent pour les urgences depuis le début de la guerre. Dans ce contexte, les grands syndicats n'ont pas apporté d'aide. Ielles ont donc décidé de créer ce nouveau syndicat avec des éléments statutaires importants : la protection des droits des femmes, un militantisme actif, l'initiative à la base.

« Sois comme Nina » apporte de l'aide aux soldats sur le front et en dehors du syndicat. Le nom du mouvement « Sois comme Nina » vient du nom de l'initiatrice de la première manifestation d'infirmières, Nina Bondar. Nina, qui travaillait dans un hôpital de Kyiv, a décidé un soir de dire son mécontentement concernant les conditions de travail, le salaire et l'attitude de la direction à l'égard des infirmières. Elle a publié ce message – un cri du cœur – sur Facebook. Du jour au lendemain, elle a eu plus de 20 000 vues. Depuis, les travailleuses du secteur de la santé s'unissent pour défendre ensemble leurs droits professionnels. Comme Nina, tous et toutes veulent cesser de laisser passer sous silence toutes les violations auxquelles elles et ils sont confronté-es sur leur lieu de travail.

# **Avec Volodymyr Fundovnyi et Valentina Nakhod, enseignant-es à Kropivnitsky\* du Syndicat Libre de l'Enseignement et de la Recherche en Ukraine (VPOND) affilié à la KVPU**

Entre 1998 et 2004, les enseignant-es étaient très mal payé-es. Entre 2000 et 2003, il y a eu de forts mouvements de contestation dans le pays et la FPU n'a pas soutenu les grèves, elles ont vite décidé d'en partir. Cela a provoqué la formation de leur syndicat, créé en 2003, le Syndicat Libre de l'Enseignement et de la Recherche en Ukraine (VPOND). Ce syndicat fait partie de la KVPU. Les salaires ont augmenté après les mouvements des enseignant-es.

Les augmentations de salaire ont cessé dès le début de la guerre et les enseignant-es ne peuvent plus revendiquer en temps de guerre. Des professeurs sont envoyés au front. L'école est aussi un front car les travailleur-euses ont beaucoup perdu. Beaucoup d'enseignant-es sont en zone russe maintenant.

Ce syndicat est totalement indépendant des partis politiques (et aucun ne leur plaît). **Il y a 10 000 adhérent-es dans cette ville dont 5 000 enseignant-es** (car il y a des adhérent-es non enseignant-es). Les hommes représentent 3 à 5 % des adhérent-es.

Il y a aussi des professeurs d'université dans le syndicat mais pas très nombreux-euses. La majorité des enseignant-es du supérieur sont à la FPU, un syndicat qu'ils et elles considèrent comme « traître ». Ces enseignant-es subissent beaucoup de pression, on leur demande d'adhérer à la FPU



et tout le monde n'ose pas s'opposer : moins d'heures de travail, pression sur les enfants, etc. Tous les travailleur-euses de l'éducation sont admis au syndicat (enseignement, cantine, nettoyage, etc.)

Leur syndicat est le seul dans l'établissement que nous visitons. Il y a 38 syndiqué-es sur 60 enseignant-es, et 600 élèves avec 30 enfants par classe. Comme la cave qui sert d'abri anti-aérien est petite et que tous les élèves ne peuvent y être ensemble, cer-

tain-es élèves suivent les cours à distance.

Les professeurs stagiaires gagnent moins que le salaire minimum. Celui-ci en Ukraine est de 6800 UAH, un professeur en gagne 7000 (175 euros). Les enseignant-es sont payé-es plus s'ils ont une charge supplémentaire (responsable photocopies, professeur principal, etc.).

*\*Kropivnitsky est une ville agricole. Elleux n'ont pas eu d'attaque sur les civil-es, seulement sur l'aéroport militaire et sur les champs.*

# Avec les mineurs et mineuses de Kryvyi Rih\*

*Au local du « Syndicat Indépendant des Mineurs d'Ukraine » (NPGU), au sein des bureaux de l'usine. Cinq camarades travaillant dans la mine sont présent-es : un mineur licencié qui en profite pour continuer le travail syndical, un représentant de la KVPU, une retraitée de la mine, une femme travaillant à la mine (elle remplace un mineur parti au front), une secrétaire du syndicat, une trésorière du syndicat. La trésorière tient à préciser le besoin de solidarité avec les camarades au front où elles envoient régulièrement du matériel.*

Les femmes sont présentes à la mine, elles sont machinistes, responsables des signaux, responsables des ascenseurs, font le tri des résidus, etc. Celles qui sont présentes disent que leur travail est plus « facile », les hommes présents ne sont pas d'accord : « le travail du tri est plus difficile, très polluant donc contaminant, et très important pour la mine ». Marina a travaillé 25 ans à la mine, de 20 ans à 45 ans (elle est entrée au syndicat indépendant dès sa première année dans la mine). À l'époque, la retraite pour les mineuses était à 45 ans, maintenant elle est passée à 50 ans. Elle poussait les berlines (waggonnets de mine) de 10 tonnes, pendant 8 heures. Si une berline déraillait, il fallait tout ramasser à la main (à plusieurs). Le travail des femmes à la mine est très dur et plus difficile que dans les autres secteurs où les femmes travaillent. Quand le

fer est extrait, il est mis dans des tapis roulants, les morceaux de fer tombés par terre sont ramassés à la pelle pour les remettre dans le tapis. Si après le travail il reste des morceaux sur le sol, ces femmes ont une amende, on prélève de l'argent sur leur salaire. Les femmes doivent retirer du tapis roulant les gros blocs, pouvant atteindre 70 kg, qu'elles doivent fendre au maillet. Seules les femmes travaillent ainsi, les hommes présents sont managers ou techniciens. On se venge des femmes récalcitrantes en les empêchant de travailler la nuit (le travail y est mieux payé). Une autre femme a travaillé 20 ans à l'usine de tri dépendante de la mine. L'usine est ouverte sept jours sur sept. Le bâtiment est en fer, donc très chaud l'été et très froid l'hiver. C'est un travail très physique, on doit trier les résidus et couper les pierres trop grosses en petits morceaux.

Une machine réduit les gros morceaux mais assez souvent les pierres sont trop grosses et c'est à la travailleuse de les réduire avec un gros maillet. Ces pierres peuvent atteindre un mètre. Une nuit, les mineuses ont fait grève, les pierres étaient trop grosses. La direction a demandé aux hommes de venir les remplacer. C'est alors qu'ils ont trouvé que leur travail à la mine était moins dur. Il y avait 10 femmes et 4 hommes dans cette usine : les femmes au tri et les hommes aux machines et à la direction. Les masques de protection contre la poussière étaient très simples et souvent faits maison, ils gelaient en hiver avec la transpiration et étouffaient en été. Elles avaient des problèmes de respiration. Souvent elles baissaient le masque et alors elles s'étouffaient si elles respiraient par la bouche et avalaient beaucoup de poussière si elles respiraient par le nez.

Avant, les mines étaient étatisées, maintenant elles sont entièrement privées. Presque tout en Ukraine est privé aujourd'hui, les mines, les chemins de fer, etc. Il y a eu pas mal d'effondrements dans la mine. Lors du dernier, les mineur-euses sont resté-s coincés neuf heures. La direction a envoyé des repas, mais seulement un quart des travailleur-euses a reçu son repas, les autres repas ont disparu...

Une travailleuse de la mine se plaint, elle a eu sa fenêtre emportée par un bombardement mais l'État ne dédommage pas assez pour remplacer sa fenêtre...

Elles nous parlent aussi de l'attaque trois jours auparavant d'une centrale de traitement de l'eau pour emmener de l'eau potable à Kherson : huit étudiants y travaillant la nuit ont été tués.

Actuellement, 4 mines fonctionnent et vont

jusqu'à 1,5 km de profondeur. Les habitant-es de KR ont créé un mot pour parler de leur région : le « KRIV Bas » (comme le Donbas). Un oligarque ukrainien possédait la moitié d'une mine et avait des accointances avec la Russie. Il a été prié de quitter le pays au début de la guerre (il est réfugié actuellement à Monaco...). Un camarade inspecteur du travail pour le syndicat nous explique : « Il y a eu des inspections des mines et usines de KR et beaucoup de choses ne sont pas aux normes (l'évacuation de l'air par exemple, impensable au XXI<sup>e</sup> siècle). » « Les capitalistes qui viennent investir ici ne le font pas pour améliorer les conditions de travail ou pour apporter du matériel plus performant, mais pour mettre les mineurs et mineuses de plus en plus en danger ».



### Le syndicat

Marina nous dit : « Les syndicats en Ukraine sont des syndicats jaunes, nous on les appelle les syndicats “bananiers”, car quand il y avait des grèves, les jaunes acceptaient de reprendre le travail parce qu'on leur offrait de la vodka et des bananes (le fruit). » « Dans les années 90, des cargos chargés de bananes sont arrivés en Ukraine et ce fruit a été vendu très bon marché pour l'écouler. Certains profitèrent de l'occasion pour faire du marché noir, ils achetaient les bananes bon marché et les revendaient beaucoup plus cher (comme pour la drogue). »

Le syndicat indépendant (KVPU) de Kryvyi Rih a 2500 adhérent-es dont 1500 travaillant à la mine. Il y a 800 femmes syndiqué-es dont 100 qui sont à la direction. Depuis le début de la guerre il y a un couvre-feu, de 23 h à 5 h. Il fait nuit à ce moment-là, les femmes qui vont travailler la nuit ne sont pas rassurées. Le syndicat leur a acheté des lampes et des bombes lacrymogènes au poivre...

Il y a deux ans, un mouvement important a secoué KR : les mineur-euses grévistes se sont enfermées sous terre, dans la mine, pendant un mois. Un ministre s'est déplacé, l'affaire est allée en justice mais malheureusement les

juges étaient totalement corrompus et les mineur-euses ont perdu.

Le syndicat organise des meetings. Elles arrivent à les convoquer et à se faire entendre, mais en contrôlant constamment le micro sinon les patrons prennent la parole ! Yuri nous dit : « Ce syndicat est un des plus vieux de la région, il a une véritable aura. Les autres syndicats ont du mal à se faire entendre auprès des patrons. ». Yuri nous explique aussi que comme les réunions syndicales sont mal vues, ils vont dans des salles indépendantes tenues par des sympathisant-es.

Yuri propose aux camarades présent-es d'entrer au Réseau Syndical International de Solidarité et de Luites : ils nous ont répondu favorablement depuis. Il insiste sur l'importance de faire partie de cette organisation internationale..

*\*En plus du centre-ville ancien, Kryvyi Rih est un long couloir industriel de 120 km de long, assez étroit, avec des alternances de ville et de campagne (villes autour des différentes usines et mines, entourées de campagne où les mineurs et les mineuses cultivent un petit potager pour subvenir à leurs besoins et où certain-es habitent aussi dans des petites baraques améliorées, construites par petits bouts.*

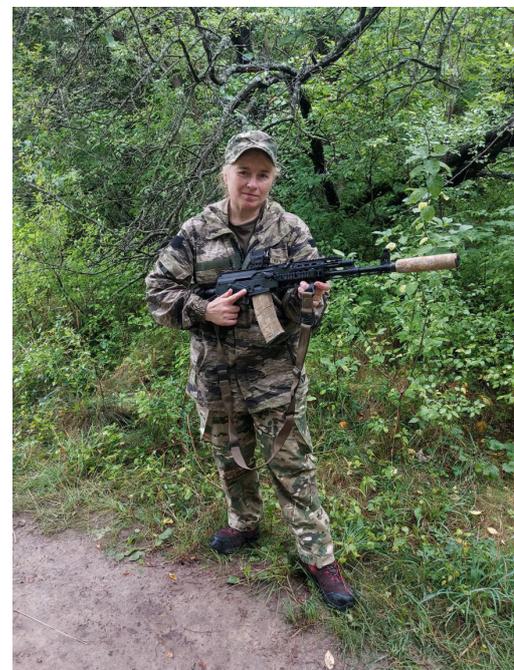
# Gare centrale de Kiev – Dépôt des trains – Bureau du syndicat

Nous sommes reçu-es par trois représentants du syndicat des cheminots et cheminotes, le « Syndicat libre des Cheminots d'Ukraine ». Il y a 3000 adhérent-es en comptant tous les transports : trains, tramways, métro, trolleys, bus.

Ils avaient commencé à créer des sections en Crimée, qu'ils ont donc perdues.

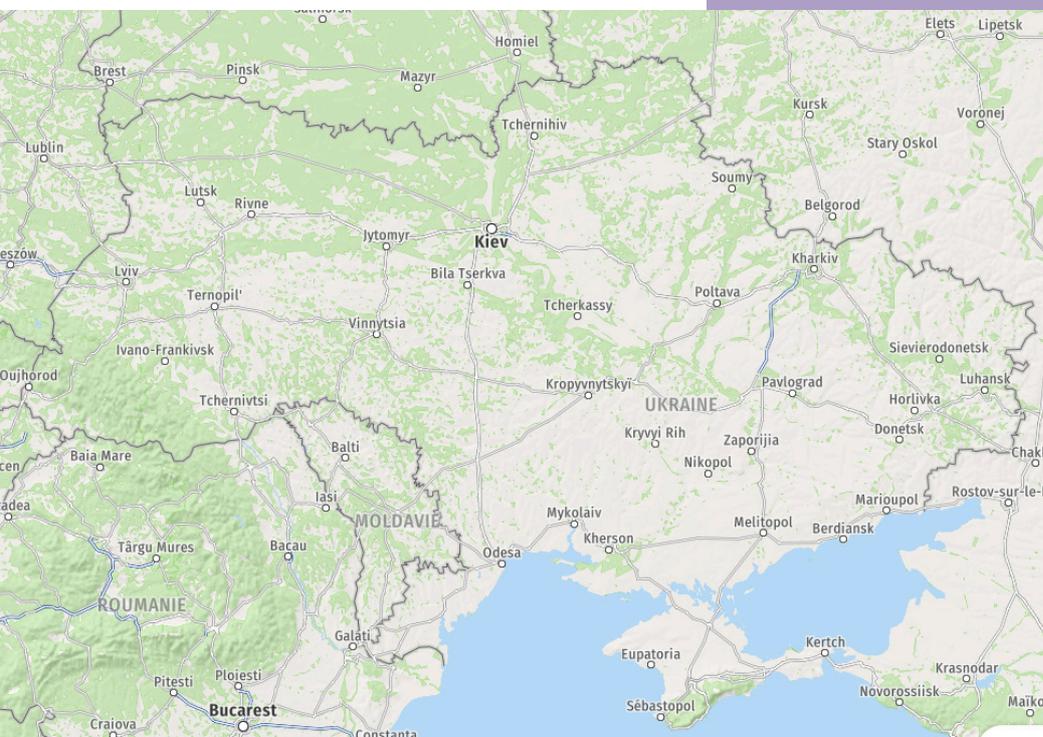
Ils font beaucoup d'humanitaire pendant la guerre : Kryvyi Rih, Louhansk, Donetsk... Chaque section détermine quelles sont les personnes qui ont le plus besoin d'aide : aide économique, situation difficile, maladie, veuves, enfants seul-es, malades... Ielles nous disent : « La guerre va continuer longtemps, mais il faut continuer à apporter de l'aide. »

Il y a une majorité d'hommes dans le syndicat. Les femmes occupent surtout des postes dans le transport des passagers, 80 % des femmes du syndicat sont au service des usagers. Mais les choses sont en train de changer car beaucoup d'hommes sont au front et les femmes participent de plus en plus au transport de matériel ou transport de soldats vers le front, dans des conditions très difficiles, sous les bombes. En août dernier, 3 femmes sont mortes car leur train a été bombardé.



**Nous avons dormi à l'hôtel au-dessus de la gare. Durant la nuit, l'alarme anti-aérienne s'est mise à sonner. Habituellement, les ukrainien-nes ne réagissent pas aux alarmes, ielles continuent à vivre normalement (sauf dans les zones de combat bien sûr). Les enfants vont à l'école, sauf quand ielles sont fermées et qu'ielles suivent les cours en visio. Tout le monde vaque à ses occupations, comme si de rien n'était. Certain-es enfants vont à l'école avec un gilet pare-balle... Les employé-es de la commune continuent à nettoyer les trottoirs, tous les moyens de transport fonctionnent, les magasins sont ouverts et les gens font les courses au son des sirènes... Mais à 2 h du matin, on entend la sirène et on ne réagit pas vraiment, on s'est habitué à les écouter sans réagir. Mais tout d'un coup, une voix très forte au micro de la gare, invite les passager-es à aller se réfugier dans le métro...**

**cela nous impressionne suffisamment pour nous sortir du lit. Nous sommes allées dans le souterrain le plus proche, et là nous nous sommes retrouvées au milieu de réfugié-es dormant là depuis longtemps déjà, organisé-es, avec quelques meubles, quelques affaires, dormant sur des matelas au sol... Un de ces réfugiés est venu nous parler, tout content de voir quelqu'un de nouveau.**



# Rencontre du convoi syndical à Lviv avec 2 syndicats étudiants ukrainien et polonais

Lors de l'étape à Lviv, le 14 juin, le réseau, représenté par une militante de Solidaires Étudiant-es, Oli, a rencontré 2 syndicats étudiants, Prima Dia, ukrainien, et Iniziativa Pracownicza, polonais.

## Prima dia

Au départ, dans l'Ukraine post-soviétique des années 90, Prima Dia est un projet artistique porté par des étudiant-es qui voulaient créer des espaces artistiques libérés.

En 2023, Katya et Maksym décident de relancer Prima Dia : les quelques dizaines de membres actives (surtout à Kyiv et Lviv) se réuniront en congrès en août pour structurer le syndicat.

En quelques mois, Prima Dia a réalisé plusieurs campagnes :

- une semaine d'information sur l'antifascisme ;
- contre les difficultés rencontrés par les étudiant-es pour voyager à l'étranger ;
- en faveur des étudiant-es boursier-es à qui le gouvernement veut supprimer leur bourse en cas d'année de césure.

La discussion a fait émerger des différences entre les systèmes universitaires : les étudiant-es ukrainien-nes ont été surpris-es d'apprendre qu'en France les frais d'inscription peuvent n'être que de 170 € par an alors qu'en Ukraine ils s'élèvent au minimum à 30 000 hryvnas (plus de 700 €) par an dans les universités publiques pour les non boursier-es. En Ukraine, les bourses ne sont pas attribuées en fonction des revenus des parents mais au mérite à celles et ceux qui obtiennent les meilleurs résultats aux examens à la fin du lycée.

## Iniziativa Pracownicza Youth poznan

Il s'agit de la branche jeune et étudiante d'IP, Iniziativa Pracownicza (Initiative des travailleurs en français), petite organisation syndicale polonaise (quelques milliers de membres) membre du RSISL. IP s'est distinguée ces dernières années par sa combativité et a mené des grèves victorieuses chez Amazon. La branche étudiante date de 2020 et s'est notamment développée sur Poznan où IP est active.

La rencontre à Lviv du RSISL avec Prima Dia et Iniziativa Pracownicza Youth Poznan a permis aux étu-

- pour la suppression des « conseils universitaires » élus par 10 % des étudiantes et sans aucune légitimité.

## L'impact de la guerre en Ukraine

Le covid avait déjà désocialisé les étudiant-es. Mais avec la guerre, les cours sont en distanciel (en partie ou en totalité). Par ailleurs, les grèves et manifestations de rues sont interdites (sauf, bien sûr, quand elles arrangent le gouvernement !)

L'assistance aux étudiant-es réfugié-es représente une part importante de l'activité militante de Prima Dia aujourd'hui, notamment pour les réinscriptions : lettres, recours juridiques, pressions sur les autorités...

Katya, réfugiée de Kharkiv à Lviv, a témoigné des problèmes de logement rencontrés par les étudiant-es. Avant le conflit, avec ses colocataires, elle s'était mobilisée contre de très mauvaises conditions de logement dans son dortoir à Kharkiv : murs moisissés, cafards, douches dans un état déplorable. Relogée à Lviv, elle a été chassée de son logement pour laisser la place à un autre

étudiant originaire de Lviv...

Dans un contexte difficile, cette première rencontre a été très dense. Elle en appelle d'autres ! Suite à une demande d'aide, le RSISL a remis à Prima Dia un don de 1000 € pour l'aider dans son développement : la solidarité du réseau, ce ne sont pas que des mots.



diant-es ukrainien-nes et polonais-es d'échanger entre elles et eux sur leurs actions et leurs méthodes.

Comme Prima Dia, IPYP a mené plusieurs campagnes récentes :

- sur la question du logement étudiant, contre l'augmentation des loyers et contre la fermeture d'un dortoir ;
- pour l'augmentation du nombre de bourses (seuls les étudiant-es dont les 2 parents ont de très faibles revenus, en dessous du salaire minimum) peuvent en bénéficier à l'heure actuelle) ;

# QUINZAINÉ DE SOLIDARITÉ AVEC LA RÉSISTANCE DU PEUPLE UKRAINIEN

DÉBATS  
PROJECTIONS  
MUSIQUE  
REPAS  
SOLIDAIRE  
SALON  
DU LIVRE

17 JUIN - 1<sup>ER</sup> JUILLET 2023



COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN  
DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAÏNE  
ukrainesolidaritefrance@gmail.com

RESU

## Quinzaine de solidarité avec la résistance ukrainienne

Du 17 juin au 1<sup>er</sup> juillet, le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine s'est lancé dans une initiative inédite dans sa courte existence militante (février 2022) : une quinzaine émaillée de débats, rencontres et expositions politiques et culturelles pour relancer la mobilisation unitaire à dix-huit mois de guerre. Des organisations membres de notre comité comme le CEDETIM, l'Assemblée européenne des citoyens ou Kombart Ukraine, ainsi que l'Union des Ukrainiens de France ou encore l'intersyndicale ont également organisé des événements qui s'inscrivaient dans ce cadre. Résumé, par Mariana Sanchez, des éditions Syllepse :

### Des rencontres musicales

Dubamix et Daman, qui participaient à la journée Schoolinaires en solidarité avec les mineurs non accompagnés, samedi 17 juin, ont dédié leur prestation à la résistance ukrainienne ; nous y avons tenu une table d'information. Lundi 19, nos ami-es de Kombart Ukraine faisaient salle comble au Paradis latin avec le rockeur ukrainien Oleg Skrypka, qui offrait son cachet à l'hôpital pour enfants de Kyiv.

## **Des rencontres syndicales**

L'intersyndicale CFDT – CGT – FO – CGC – CFTC – UNSA – Solidaires – FSU a organisé un meeting à huit voix avec des représentantes et des représentants de la KPVIU et de la FPU ukrainiennes, afin de marquer les dix-huit mois de guerre mais aussi le soutien aux luttes que mènent les salarié-es ukrainien-nes pour défendre leurs droits dans un contexte d'exception.

## **Des débats et des échanges**

Jeudi 22 juin avait lieu un Zoom avec des militants ukrainiens de Sozialnyi Rukh depuis Kyiv, Vitaliy Dudin et Vladislav Starobutsev, pour discuter des conditions « d'une paix juste et durable ». Mercredi 28, le CEDETIM et l'AEC organisaient un débat sur « le conflit colonial de la guerre de la Russie en Ukraine » avec la participation de chercheuses solidaires (Coline Maestracci et Anne Le Huerou) et d'intervenantes russes et ukrainien-nes (Elena Gordienko, Alexandre Bikbov et Denys Gorbach). Enfin, vendredi 30, un passionnant échange sur les « enjeux de la langue en Ukraine » était animé par Daria Saburova et Denys Gorbach au Maltais rouge.

## **Une expo**

Au CICP puis au Maltais rouge, grâce au travail de Kombart Ukraine, nous avons pu présenter l'œuvre de la street artiste et bédéiste ukrainienne Masha Vyshedska, de Bakhmout, « Société civile et militants face à l'invasion de l'Ukraine par la Russie » (21 planches).

## **Du cinéma et des livres**

Vendredi 24, la salle basse de l'Espace Saint-Michel était pleine pour suivre le documentaire La Cacophonie du Donbass et un passionnant débat avec le réalisateur, Igor Minaev, et le compositeur, Vadim Sher. L'occasion de revenir sur l'histoire de cette région aujourd'hui occupée et des luttes des mineurs avant l'indépendance. Nous avons tenu le pari d'ouvrir un salon du livre ukrainien au Maltais rouge, les 30 juin et 1er juillet, animé par les éditions Syllepse et la librairie La Brèche, pour présenter des ouvrages et rencontrer des autrices et auteurs, mais aussi découvrir la littérature d'Ukraine.

## **Un repas solidaire avec le groupe Lyra**

Lundi 26 juin, la soirée conviviale au Lieu-Dit avec le groupe ukrainien Lyra a rassemblé plus de 80 personnes. Jean-Pierre Pasternak, de l'Union des Ukrainiens de France, y a pris la parole et le groupe ukrainien Lyra, qui a animé la soirée, a pu passer et remplir le chapeau pour ses projets humanitaires. Cet événement était dédié à notre camarade Maksym Butkevitch, arrêté depuis un an par les troupes russes le 24 juin 2022 et condamné à treize ans de prison par un tribunal fantoche à Louhansk.

Nous avons clôturé la quinzaine en participant à la traditionnelle manifestation des Ukrainiens de France samedi 1<sup>er</sup> juillet.

Après le désastre de Kakhovka, en pleine contre-offensive russe et alors que Prigojine gesticulait avec ses chars sur les routes russes, mettant à nu les faiblesses de l'armée de Poutine, la solidarité internationaliste française a donné de la voix.

# VENUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES D'UKRAINE KVPU ET FPU EN FRANCE



Du 18 au 20 juin, des délégations de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) et de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) sont venues en France à l'initiative de l'intersyndicale française CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, FSU, UNSA et Solidaires.

En juillet 2022, l'intersyndicale française avait envoyé dans un premier convoi deux camionnettes et du matériel puis en janvier 2023, un nouveau convoi avait acheminé plusieurs tonnes de matériel et de nourriture pour les deux centrales syndicales d'Ukraine. Les organisations syndicales françaises et ukrainiennes s'étaient retrouvées en Pologne, près de la frontière ukrainienne.

contre la Russie, elles mènent aussi le combat contre le gouvernement du président Zelenski qui remet en cause le Code du travail. En plus de l'interdiction de faire grève et de manifester, les mesures permettent d'augmenter le temps de travail hebdomadaire à 60 heures et de licencier des travailleurs/euses en 10 jours. Enfin, les conventions collectives sont remises en cause par la possibilité de renégocier les contrats de travail en dehors de toute garantie.

Les deux délégations ont été reçues par la Défenseur des Droits, puis au Conseil Économique Social et Environnemental pour évoquer à la fois les difficultés liées directement à la guerre mais aussi les régressions sociales et l'avenir démocratique du pays.

Mykhailo Volynets : «les Ukrainiens sont obnubilés par la survie à cette guerre et la volonté de vaincre. Mais notre but de syndicalistes est de pouvoir expliquer aux gens qu'ils ont des droits à défendre malgré la guerre. Si on ne le fait pas, nous aurons beaucoup de problèmes après la guerre. De plus, il faut prendre conscience que ces reculs peuvent nous bloquer pour plus tard entrer dans l'Union européenne.»

Un meeting était organisé à la Bourse du Travail avec l'Intersyndicale française avec comme slogan : «Soutien syndical à la résistance ukrainienne, Pour la paix, retrait des troupes russes hors d'Ukraine, Solidarité avec tou. tes les réfugiés.es».

L'intersyndicale française a réaffirmé sa solidarité avec les travailleuses et travailleurs d'Ukraine et les syndicats pour défendre leurs droits et leurs libertés et bien entendu pour le retrait des troupes russes et pour la paix.

Durant ce meeting, Nataliya Levytska (vice-présidente de la KVPU) a remercié l'intersyndicale française : «grâce à votre aide, des femmes et des enfants ont pu passer l'hiver».

La FPU et la KVPU ont aussi expliqué comment, dans un contexte de guerre

Il y a dix-huit mois, le 24 février 2022, Vladimir Poutine déclenchant une guerre d'invasion contre l'Ukraine en espérant remporter une victoire éclair. C'était sous-estimer la résistance indéfectible du peuple ukrainien uni pour défendre ses droits et sa souveraineté.

Face au drame vécu par les populations d'Ukraine, les organisations syndicales françaises ont aussitôt réagi par la mise en place d'une intersyndicale qui en juillet 2022, a comoyé jusqu'en Ukraine, deux véhicules neufs, à destination de nos camarades de la FPU et de la KVPU.

L'action se poursuit début 2023, par l'acheminement de plus d'une centaine de palettes d'aide humanitaire (radiateurs, générateurs, vivres, matériel de soin et d'hygiène, ...). Ces biens ont été obtenus sous formes de dons, ou encore, achetés grâce aux collectes organisées par les organisations syndicales françaises.

Le soutien des syndicats français ne s'arrête pas à l'organisation d'aide humanitaire, l'Ukraine de demain doit devenir un exemple de démocratie fondée sur le respect des droits sociaux et des libertés syndicales. Cette perspective ouvre de nombreux chantiers, notamment en droit du travail. C'est aussi le sens de la coopération entre les organisations syndicales de nos deux pays.

Afin de dresser le bilan et tracer les perspectives de cette coopération, l'intersyndicale vous invite à un rassemblement :

**le mardi 20 juin à 19h00**  
à La Bourse du travail de Paris  
Salle Henaff (Annexe Varlin)  
29 Bd du Temple  
75011 PARIS

Avec :

- Vassyl Andreyev, vice-président de la Fédération des syndicats d'Ukraine - FPU
- Mykhailo Volynets, président de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine- KVPU
- Nataliya Levytska, vice-président de la KVPU
- Olesia Briagunova, secrétaire internationale de la KVPU
- Des dirigeantes et dirigeants syndicaux français de la CFDT, CGT, CFE-CGC, CFTC, FSU, UNSA, Solidaires

CONVOI INTERSYNDICAL DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE  
ПРОФСПІЛКОВИЙ КОНВОЙ СОЛІДАРНІСТІ З УКРАЇНОЮ

## DES OUVRAGES

